



## Sommaire

|                                       |    |
|---------------------------------------|----|
| Zoom – invasion russe en Ukraine..... | 2  |
| Sanctions.....                        | 2  |
| Secteur du transport.....             | 3  |
| Secteur de l'énergie.....             | 4  |
| Autres faits saillants.....           | 6  |
| Pologne.....                          | 6  |
| Hongrie.....                          | 10 |
| République Tchèque .....              | 13 |
| Slovaquie.....                        | 16 |
| Lituanie.....                         | 18 |
| Lettonie .....                        | 20 |
| Calendrier .....                      | 21 |

# Zoom – invasion russe en Ukraine

## Sanctions

### Accord sur le 11<sup>ème</sup> paquet

Le 21 juin, les ambassadeurs de l'UE se sont accordés sur le [11<sup>ème</sup> paquet de sanctions](#) contre la Russie. Il comporte des mesures visant à i) empêcher les pays tiers et entreprises de contourner les mesures existantes de l'UE ii) **interdire le transit**, par le territoire de la Russie, de biens et technologies supplémentaires, exportés de l'UE vers des pays tiers, iii) renforcer les contrôles et restrictions aux importations et exportations, notamment de biens et technologies à double usage ou pouvant contribuer au renforcement technologique du secteur de la défense et de la sécurité de la Russie, iv) étendre les suspensions de licences de radiodiffusion à des médias supplémentaires, v) **étendre l'interdiction de transporter des marchandises vers l'UE par la route aux remorques et semi-remorques immatriculées en Russie, et interdire l'accès aux ports et aux écluses de l'UE aux navires participant à des transbordements suspects de navire à navire ou brouillant leur système de navigation**, vi) **mettre fin à la dérogation temporaire accordée à l'Allemagne et à la Pologne pour l'approvisionnement en pétrole brut via l'oléoduc « Droujba » depuis la Russie**. Le pétrole originaire du Kazakhstan ou autre pays tiers pourra continuer à transiter par la Russie et être importé dans l'UE via cet oléoduc.

### Renforcement de la législation en Lituanie pour lutter contre les fraudes et le détournement des sanctions

La Lituanie milite pour l'imposition de nouvelles sanctions contre la Russie. A l'échelle nationale, le gouvernement œuvre également au renforcement de la surveillance et de la bonne application des sanctions en implémentant fréquemment de nouvelles mesures. Après avoir voulu **renforcer les barrières à l'importation de gaz russe par voie terrestre** – depuis la Pologne par certaines entreprises lituaniennes – la ministre de l'Economie et de l'Innovation souhaite désormais créer de nouvelles mesures afin d'éviter toute contribution et soutien à l'économie russe. Proposée par la ministre et approuvée par le gouvernement, une nouvelle **interdiction temporaire de livraison par voie terrestre de produits dits à « double usage » en transit ou depuis la Lituanie** devrait être mise en place. 57 groupes de marchandises sont concernés par cette mesure comme les semi-conducteurs ou les composants micro-électroniques. Depuis les événements récents et l'exil de Prigozhin en Biélorussie, la ministre de l'Intérieur a elle aussi annoncé renforcer les contrôles aux frontières.

### La Hongrie maintient des relations avec la Russie

Péter Szijjártó a annoncé que la Hongrie et la Slovaquie allaient **demandeur un prolongement d'un an de l'exemption des sanctions de l'UE qui permet aux deux pays de continuer à vendre des produits issus du pétrole russe**. Des travaux d'une valeur de 100 M€ ont été lancés à la raffinerie de MOL à Slovnaft afin de pouvoir utiliser davantage de pétrole non-russe. La demande d'extension de l'exemption vise à donner le temps nécessaire pour terminer les travaux.

Péter Szijjártó a reçu le ministre de la santé russe Mikhail Murashko à Budapest. A cette occasion, il a confirmé la **poursuite de la coopération entre les deux pays dans tous les domaines non touchés par des sanctions, en particulier l'énergie**.

## Secteur du transport

### Tarissement du transport de marchandises Pologne - Biélorussie

Le trafic de marchandises aux points de passage frontaliers avec la Biélorussie pour les camions, tracteurs routiers, remorques dont semi-remorques, et ensembles de véhicules immatriculés en Biélorussie ou Russie a été suspendu le 1<sup>er</sup> juin jusqu'à nouvel ordre conformément à l'ordonnance du ministre de l'Intérieur et de l'Administration en date du 29 mai 2023. L'objectif du gouvernement polonais était de combler les lacunes des mesures mises en place auparavant (suite à la condamnation en Biélorussie à 8 ans de prison d'Andrzej Poczobut, journaliste d'opposition d'origine polonaise) afin d'éviter un contournement de sanctions (ex. semi-remorque immatriculée BY ou RU tirées par un tracteur routier PL). En réponse, la Biélorussie a interdit à partir du 3 juillet le trafic des remorques et semi-remorques immatriculés en Pologne dans son pays. De plus, à partir du 1<sup>er</sup> juillet, la Russie a interdit aux camions polonais d'entrer sur son territoire tout en leur permettant de s'arrêter aux points d'inspection douanière les plus proches afin que les marchandises qu'ils transportent puissent être chargées sur des camions russes. L'interdiction sera en vigueur jusqu'au 30 décembre 2023. Une dérogation concerne uniquement le transport des médicaments et des dispositifs médicaux. L'interdiction ne concerne pas l'oblast de Kaliningrad (Królewiec/Königsberg).

### La Lituanie participe au fonds de reconstruction pour l'Ukraine

La Lituanie s'est engagée à verser 10 M€ au nouveau fonds de la Banque européenne d'investissement (BEI). Ce dernier aura pour vocation de financer la reconstruction des infrastructures essentielles de l'Ukraine. La Lituanie est l'un des premiers pays à annoncer sa participation à ce fond. Outre le gouvernement, les entreprises souhaitent également s'investir, comme l'a annoncé le studio d'architectes lituaniens « Pupa » qui, avec des architectes ukrainiens, a proposé de transformer une ancienne polyclinique en habitations.

### Solidarity lanes: soutien des projets par le CEF transports 2022

La Commission a attribué une aide de 32,6 M€ pour l'optimisation des capacités de transport de marchandises et passagers et l'accroissement de l'interopérabilité et sécurité aux principaux postes frontière rail entre la Pologne et l'Ukraine. Ce projet concerne les études et travaux des points de passage Dorohusk(PL)/Yahodyn(UA) et Medyka(PL)/Mostyska I et les études de faisabilité et travaux d'urgence pour les sections Lublin(PL)/Kovel(UA). 47,3 M€ ont été attribués au gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire PKP PLK SA pour les études de préparation du design de la ligne Rzeszów (PL) – Medyka (UA), segment de la ligne Katowice-Medyka (E30) visant à améliorer la connexion transfrontalière entre Pologne et Ukraine. 62,3 M€ ont également été attribués au renforcement de la capacité aux postes frontière routiers de i) Yagodyn / Dorohusk-Okopy, ii) Rava Ruska / Hrebenne et iii) Krakovets / Korczowa.

Les études portant sur l'optimisation de la capacité des points de passage routiers entre la Hongrie et l'Ukraine ont également fait l'objet d'un soutien de 6,145 M€ par la Commission.

### LTG fortement impacté par les crises de 2022

Les chemins de fer lituaniens sont très affectés par les événements de 2022, avec un bénéfice net 20 fois inférieur à celui de 2021. Les situations dans le groupe LTG sont néanmoins disparates. La branche LTG cargo – la société de transport de fret secondaire – a été la plus touchée et a vu ses revenus diminuer de 25% en 2022, alors que la société de transport de passagers – LTG Link – a enregistré une hausse de son chiffre d'affaires de 26%.

## Secteur de l'énergie

### Synchronisation au réseau électrique : la Lituanie veut accélérer

Alors que la déconnexion du réseau BRELL était initialement prévue pour 2025, le ministre lituanien de l'Energie indique qu'une déconnexion anticipée nécessite la terminaison du contrat avant août 2023 – sans quoi, il sera renouvelé automatiquement pour un an supplémentaire. Le succès du test d'avril a consolidé le souhait d'une déconnexion anticipée. Ainsi, le Parlement (Seimas) a adopté mi-juin des amendements à la loi pour **une synchronisation anticipée du réseau lituanien à celui d'Europe occidentale**. Selon la nouvelle loi, le système électrique lituanien doit être développé de manière à pouvoir fonctionner en mode synchrone avec les réseaux électriques d'Europe continentale en **2024**.

Par ailleurs, les gestionnaires du réseau de transport d'énergie électrique lettons et estoniens, « Augstsprieguma tīkls » et « Elering », ont achevé la **reconstruction de la 2<sup>ème</sup> ligne de transport d'électricité de 330kV** reliant les systèmes énergétiques de la Lettonie et de l'Estonie, Valmiera - Tartu. Il s'agit de l'un des projets les plus importants pour la synchronisation des réseaux électriques baltes avec l'Europe continentale, car il assurera la sécurité de l'approvisionnement énergétique et la capacité de transmission suffisante. Les travaux de reconstruction de la dernière ligne haute tension Valmiera –Tsigulina devraient commencer cette année et être achevés en 2024. Pour mémoire, la première phase de synchronisation, la construction d'une nouvelle ligne de haute tension reliant la centrale de cogénération TEC2 à Riga aux sous-stations électriques de Kilingi et Nõmme en Estonie, a été achevée en 2021.

### Poursuite des plafonnements sur le marché de l'énergie

Le **gouvernement hongrois** va intervenir sur le marché de l'électricité pour **protéger** les clients qui ont signé des contrats au cours de l'automne, i.e. à un moment où les prix, désormais plafonnés à 200€/MWh, étaient particulièrement élevés. Sont concernées par ce plafonnement les **entreprises du secteur manufacturier, des services d'hébergement et de la logistique, ainsi que des transports**. En contrepartie, le gouvernement attend des entreprises concernées qu'elles augmentent leur production et maintiennent leurs prix. Plus de 5 000 entreprises bénéficieront de la mesure, pour un coût d'environ 40 Mds HUF (108 M€). La Hongrie prévoit également de dédier pour l'année 2024 une enveloppe de 83 Mds HUF (22 M€) pour le paiement des factures énergétiques des municipalités.

En **Slovaquie**, du début d'année jusqu'à mi-juin, le Ministère de l'Economie a déjà remboursé 102 000 demandes de **compensation des prix des énergies**, pour un montant de 118M€. Le dispositif d'aide est prolongé jusqu'au 30 septembre et les demandes peuvent être envoyées jusqu'au 30 novembre 2023 (les entités publiques sont couvertes par le dispositif jusqu'à fin 2023 et l'envoi des demandes est ouvert jusqu'à fin février 2024). De plus, le gouvernement a approuvé le projet d'accord avec le principal électricien du pays (Slovenske elektrarne) qui **prolonge le prix garanti aux ménages** à hauteur de 61,2€/MWh (hors taxes et prélèvements) sur les deux prochaines années. En contrepartie pour l'électricien, les autorités publiques s'engagent à ne pas empêcher la mise en opération du nouveau bloc nucléaire à Mochovce et à ne pas introduire de nouvelles taxes jusqu'à 2025.

L'**énergéticien tchèque CEZ** a annoncé que près de 160 000 clients ayant conclu l'année dernière des **contrats d'approvisionnement de long-terme** d'électricité ou de gaz à des prix fixes supérieurs aux plafonds mis en place par le gouvernement **bénéficieront d'un tarif réduit**, et ce même après le 1<sup>er</sup> janvier 2024 (date à laquelle le dispositif de prix-plafonds sur l'énergie subventionné par l'Etat expirera). Selon CEZ, les ménages concernés économiseront en moyenne 337 €/an sur l'électricité grâce à ce rabais, et jusqu'à 1137 €/an sur le gaz.

## Baisse de la consommation de gaz : bilan de la saison de chauffe

Selon les données nationales dont dispose SPP-distribucia, filiale de la principale société de gaz SPP, **la Slovaquie a dépassé l'objectif européen de baisse de consommation de gaz** (-15 %) lors du dernier hiver par rapport à la moyenne des 5 dernières années. Toutefois, SPP-distribucia annonce une légère hausse de la consommation en mai. L'une des raisons pour expliquer cette hausse est le fait que les températures extérieures en mai ont été plus basses que la moyenne (températures inférieures de 1,24 °C).

En République tchèque, le ministre de l'Industrie et du Commerce indique que **la consommation de gaz a diminué de près de 13% en g.a.** (soit -550 M m<sup>3</sup>) pour atteindre 3,7 Mds m<sup>3</sup> au premier semestre de 2023. Cette évolution favorable de la consommation facilite la constitution des réserves pour l'hiver prochain, les installations étant remplies à 84% de leur capacité de stockage (contre 67% il y a un an), soit 2,9 Mds m<sup>3</sup> de gaz.

La Hongrie quant à elle dispose de 3,9 Mds m<sup>3</sup> de gaz dans ses stockages. Ses réserves sont donc également davantage remplies que l'an dernier à la même époque.

## Réforme du marché de l'électricité : la Hongrie freine

La Hongrie est opposée à la réforme du marché européen de l'électricité proposée par la Commission européenne car celle-ci empêcherait le gouvernement de maintenir les prix subventionnés actuellement proposés aux consommateurs hongrois. Le cœur de la proposition de réforme vise à décorréliser davantage le prix des énergies fossiles du prix de l'électricité payé par les consommateurs. Il est aussi prévu d'élargir les compétences de l'Agence de coopération des régulateurs de l'énergie.

## Coopération énergétique et diversification

La Hongrie et la Serbie ont signé un accord pour la construction d'un oléoduc entre Novi Sad, en Serbie, et Algyo en Hongrie. Un autre accord a été signé en vue de la création d'une coentreprise entre MVM et le groupe serbe Srbijagas. Les livraisons de gaz à la Hongrie via le gazoduc Turkstream ont repris, après une interruption programmée pour des travaux de maintenance.

En Slovaquie, le 26 juin, la société publique du gaz SPP a signé un mémorandum d'entente avec la société italienne Edison (groupe EDF) afin de permettre l'accès aux capacités de regazéification des terminaux GNL sur la côte italienne.

Pour accélérer la réalisation de ses interconnecteurs gaziers, le gouvernement tchèque a décidé de **soumettre le projet Stork II d'interconnexion gazière avec la Pologne à la liste des projets prioritaires du fonds d'investissement de l'Initiative des trois mers** (Three Seas Initiative).

## Les résultats historiques pour Slovnaft alimentent le budget

L'année 2022 a été historique pour la raffinerie Slovnaft (groupe hongrois MOL). Le CA est passé de 4 à 6 Mds€ et son profit avant impôt a atteint 1 Md€. La raffinerie a surtout profité du différentiel entre le prix du pétrole russe Oural, traité par Slovnaft, et le prix du pétrole Brent. En effet, le prix du pétrole Oural a considérablement baissé après le début de l'agression russe. Par ailleurs, c'est aussi l'Etat qui en tire profit grâce à l'introduction de la contribution de solidarité (55 % en 2022 et 70 % en 2023). Ainsi, **l'impôt s'élève à 625 M€ en 2022** contre 50 M€ en 2021. Le résultat après impôt est de 415 M€, dépassant de 160 M€ celui de 2021. En 2023, même si le taux de la contribution de solidarité est supérieur de 15 points au taux appliqué en 2022, les rentrées fiscales devraient être moindres car le différentiel des prix entre les deux catégories de pétrole diminue, de même que la part du pétrole russe dans le mix de Slovnaft.

Enfin, la raffinerie Slovnaft objecte que le taux appliqué par les autorités slovaques est supérieur aux taux appliqués par les voisins de la Slovaquie et menace d'un recours à l'arbitrage auprès d'un tribunal à Washington.

## MVM noté BBB par Fitch Ratings

L'agence de notation Fitch Ratings a confirmé la note BBB pour le groupe énergétique MVM et a souligné les perspectives négatives. Les résultats financiers ont été meilleurs qu'anticipés par Fitch Ratings, mais la dette du groupe a augmenté de manière significative. L'agence relève aussi la forte exposition de MVM au gaz russe, en raison notamment du contrat de long terme signé avec Gazprom.

## Fin de Rosatom en République tchèque

Bien qu'inactif dans le pays depuis plusieurs mois après le déclenchement de la guerre en Ukraine, le groupe nucléaire russe Rosatom a définitivement cessé début juillet ses activités en République tchèque après que sa succursale a été radiée du registre du commerce.

# Autres faits saillants

## Pologne

### Nominations

Le 16 juin, Michał Fijoł a été nommé président de la LOT. Il était auparavant membre du conseil d'administration et directeur commercial. Pour rappel, Rafał Milczarski, ancien président, a été révoqué de ses fonctions en décembre 2022. L'intérim était assuré par Katarzyna Lewandowska.

### Energie

Le gouvernement a conclu ce 7 juin un accord avec le syndicat Solidarité (NSZZ Solidarność) portant sur sa **participation aux travaux sur la stratégie énergétique polonaise**, excluant ainsi toute possibilité de mise à jour du document avant les élections législatives de l'automne. Selon les termes de l'accord, en raison de la situation géopolitique, le travail de mise à jour de la PEP2040 sera effectué « de manière globale pour l'ensemble du document ». L'accord suppose également que le gouvernement et les syndicats élaboreront des « solutions optimales » pour le développement du secteur énergétique, en mettant l'accent sur le renforcement de la sécurité énergétique de la Pologne, tout en maintenant les principes d'une transition juste. Le syndicat s'assurera de la bonne prise en compte des accords sociaux antérieurs : i) accord de 2021 sur la transformation du secteur minier de la houille qui prévoit, entre autres, l'extinction des dernières mines d'ici 2049 et ii) accord de 2023 sur la transformation des secteurs de l'électricité et de l'exploitation de lignite.

Mi-juin, la ministre du Climat a lancé [une préconsultation](#) sur l'actualisation de la PEP2040 et la révision du Plan national énergie-climat 2021-2030. La préconsultation a été clôturée le 30 juin.

#### - charbon

Fin mai, le **Tribunal administratif de la Voïvodie à Varsovie a suspendu la mise en œuvre de la décision environnementale relative à la mine de lignite de Turów**, à Bogatynia du 30 septembre 2022. Mi-juillet, la **Cour administrative suprême a annulé** la décision du Tribunal administratif de la Voïvodie à Varsovie. Sur la base de cette décision environnementale, le Ministère du Climat a prolongé en février 2023 la concession d'exploitation de la mine jusqu'en 2044. Une plainte contre la décision environnementale a été déposée à l'automne 2022 par, entre autres, les

autorités de la ville allemande de Zittau, la Fondation Frank Bold, Greenpeace et l'association écologique EKO-UNIA. PGE assure que, malgré la décision, la poursuite de l'exploitation de la mine de Turów n'est pas menacée. En effet, celle-ci est actuellement exploitée sur la base d'une concession délivrée en 1994 et modifiée en mars 2020, qui est valable jusqu'en 2026.

### - gaz et pétrole

Le groupe Orlen poursuit la réalisation de son projet d'extension Olefin III, près de Płock, plus grand investissement pétrochimique en Europe de ces 20 dernières années (3 Mds€). Pour assurer la construction du projet, une cité a été créée pour héberger les ouvriers à proximité immédiate du site. Actuellement, 3 000 personnes travaillent à ce projet, et 10 000 à 13 000 ouvriers seront nécessaires. Hyundai Engineering et Técnicas Reunidas, bénéficiaires du contrat de construction, prévoient de mobiliser près de 6 000 ouvriers d'Asie et du Moyen-Orient

Orlen a publié [les grandes lignes de sa politique climatique jusqu'en 2050](#). Le document contient des données sur les émissions de gaz à effet de serre (hors Lotos et PGNiG), y compris du côté des consommateurs. Il montre qu'en 2020, le groupe de Płock a généré - directement et indirectement - 101,2 Mt de CO<sub>2</sub>, soit environ **27 % des émissions de la Pologne**.

Début juin, les présidents d'Orlen et de Grupa Azoty (pétrochimie dont engrais) ont signé un accord de non-divulgaration dans le cadre de **l'achat éventuel de Zakłady Azotowe Puławy par Orlen**. La *due diligence* et les négociations devraient durer jusqu'à la fin de l'année, les négociations avec les syndicats de ZA Puławy étant prévues pour le mois de septembre.

Orlen a reçu l'autorisation d'exploiter les hydrocarbures de deux champs situés sur le plateau continental norvégien, Ørn et Alve Nord. En période de production maximale, Orlen devrait extraire 0,4 Md m<sup>3</sup> gaz/an d'Ørn et d'Alve Nord, soit 4 Mds m<sup>3</sup> sur la période d'extraction totale.

Fin juin, la société Orlen a conclu auprès de la société britannique BP un contrat de fourniture pour jusqu'à 6 Mt de pétrole brut provenant des gisements de la mer du Nord, soit 15 % des besoins en pétrole de l'ensemble du groupe polonais. Le contrat a été conclu pour un an. Les premières livraisons aux ports pétroliers de Gdansk et de Butinga en Lituanie (le terminal approvisionne la raffinerie de Mažeikiai) devraient commencer fin août/début septembre.

### - hydrogène

Le 13 juin, **Alstom et le fournisseur mondial d'hydrogène Air Products** ont signé un accord pour développer des solutions de transport sans émissions directes en Pologne. En vertu de cet accord, Air Products distribuera et stockera l'hydrogène et fournira l'infrastructure de ravitaillement en hydrogène au sein de sa propre chaîne d'approvisionnement. Alstom fournira des trains alimentés par des piles à hydrogène. L'accord permettra de sensibiliser les opérateurs et les fournisseurs du secteur des transports en Pologne aux questions environnementales. L'effort conjoint sur le sol polonais s'inscrit dans la continuité du partenariat d'Air Products avec Alstom conclu en 2022 via la signature d'une lettre d'intention pour décarboner le transport ferroviaire en République tchèque par l'utilisation d'hydrogène à faible teneur en carbone.

### - nucléaire

En juin, le gouvernement a adopté une résolution sur la création d'un programme pour soutenir les investissements dans la voïvodie de Poméranie en vue de la construction d'une centrale nucléaire. Le fonds, doté de 4,7 Mds PLN (1,05 Md€), financera notamment la construction d'une route nationale et d'infrastructures ferroviaires pour faciliter l'accès à la future centrale.

## Environnement

La ministre du Climat et de l'Environnement a annoncé que la Pologne avait déposé **4 plaintes contre l'UE auprès de la CJUE**. Elles concernent l'interdiction d'immatriculer des véhicules à

moteur à combustion après 2035, le rehaussement de l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'UE, la diminution du nombre d'allocations gratuites du système d'échange de quotas d'émission (SEQE), ainsi que le **règlement UTCATF** « adopté sur une base juridique erronée, empiétant ainsi sur les **compétences des États membres** en interférant dans la **manière dont les forêts sont gérées**, malgré l'absence de compétence de l'UE en la matière ».

## Infrastructures de transport

La Pologne a reçu 4,4 Mds PLN (988 M€) pour la mise en œuvre de projets de transport dans le cadre du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (CEF), se classant une fois de plus au **1<sup>er</sup> rang des pays de l'UE en termes de valeur des fonds obtenus**. Un financement d'une valeur totale de 758 M€ a été accordé à quatre projets dans le secteur ferroviaire (dont environ 64 M€ pour CPK via l'élaboration du projet de construction de la ligne ferroviaire stratégique à grande vitesse entre Varsovie et Łódź). 165 M€ ont été accordés à deux projets dans le secteur maritime. Deux projets polono-ukrainiens visant à accroître l'accessibilité des transports entre l'UE, la Pologne et l'Ukraine ont bénéficié d'un cofinancement européen de 46 M€ pour les bénéficiaires polonais.

En juin, un consortium sud-coréen a signé un contrat avec la société CPK pour la conception d'une ligne ferroviaire à grande vitesse entre Katowice et la frontière polono-tchèque. La valeur du contrat s'élève à 134 M PLN (30 M€).

Mi-juin, à l'aéroport international de Cracovie, l'acte de fondation a été signé et la première pierre a été posée pour la **construction d'un nouveau terminal de fret** qui permettra d'augmenter le traitement du fret à 8 000 t/an.

## Transports

### - ferroviaire

L'opérateur ferroviaire Polregio (détenu à 50% par l'Agence du Développement de l'Industrie ARP et à 50% par les régions polonaises), a sollicité après du Centre des Projets de Transport Européens un **cofinancement pour l'achat de 98 rames électriques**. La valeur des projets dépasse 3 Mds PLN (640 M€) ; c'est le plus grand projet d'investissement de l'histoire de la société. Les trains devraient rouler à 160 km/h. D'ici 2030, l'opérateur envisage l'achat de 200 nouvelles rames électriques pour un montant de plus de 7 Mds PLN (1,5 Md€).

L'Office polonais des transports ferroviaires (*UTK*) a délivré un certificat à la locomotive à hydrogène de PESA pour des essais opérationnels. PESA, fabricant de matériel roulant basé à Bydgoszcz, a présenté sa locomotive de manœuvre à hydrogène lors du salon TRAKO en 2021. La locomotive à 4 essieux a été équipée de 2 piles à hydrogène d'une puissance de 170 kW, chargées de générer de l'énergie. Son premier client, PKN Orlen, a l'intention de l'utiliser dans la raffinerie de Płock. Il sera également le partenaire pour l'approvisionnement en hydrogène et la livraison des stations de ravitaillement. Orlen KolTrans en sera l'opérateur.

Une réunion s'est tenue le 13 juin au siège de PKP S.A. à l'initiative du président de PKP, Krzysztof Mamiński et de l'Union internationale des chemins de fer, avec une délégation de la *Federal Railroad Administration (FRA)*. Maciej Małecki, secrétaire d'état au Ministère des Actifs Publics, les présidents et membres du directoire des sociétés PKP Cargo, PKP LHS, PKP Intercity, PKP SKM et PKP Informatyka également participé. Les participants ont parlé de renforcement de la coopération transatlantique, de bonnes pratiques dans le domaine ferroviaire, y compris en sécurité, de projets stratégiques et d'investissements. Le jour même, la cheffe de délégation de la FRA a rencontré Andrzej Bittel, vice-ministre des Infrastructures pour échanger sur le potentiel du secteur ferroviaire en Pologne, la situation dans ce secteur aux États Unis, mais aussi sur les

mesures engagées pour le transport des marchandises vers/depuis l'Ukraine et le renforcement du potentiel en matière de transport de l'Ukraine pour assurer sa meilleure intégration avec l'UE.

### - *électromobilité*

D'ici 2025 la société GreenWay envisage de mettre en service en Pologne 10 hubs de recharge pour les poids lourds. L'entreprise prévoit aussi d'installer 1 500 points de recharge rapide sur les 3 prochaines années ce qui signifie un doublement par rapport au réseau existant. A présent, GreenWay compte 530 bornes de recharge publiques en Pologne.

En coopération avec GreenWay, le Groupe InPost a déjà mis en place en Pologne plus de 200 stations de recharge des véhicules électriques dans ses centres logistiques et des bornes de recharge publiques à proximité des points-relais (*Paczkomaty*). D'ici la fin de l'année, les entreprises envisagent d'installer plusieurs dizaines de points de recharge accessibles au public.

La mairie de Lublin a lancé un appel d'offres pour la mise en place des 164 points de recharge publiques situés dans 82 localisations. Actuellement, 77 bornes de recharge sont recensées à Lublin. Conformément à la loi sur l'électromobilité et les carburants alternatifs, un nombre minimal de points de recharge publiques, pour les villes avec plus de 300 000 habitants comme Lublin, s'élève à 210.

### - *maritime*

Lors du 10<sup>ème</sup> Congrès Maritime qui s'est tenu à Szczecin fin juin, Marek Gróbarczyk, vice-ministre des infrastructures en charge des affaires maritimes a indiqué que d'ici 10 ans, les transbordements dans les ports polonais doubleraient et attendraient 260 Mt. L'un des plus grands investissements sera la **construction d'un nouveau chenal portuaire à Świnoujście** qui permettra l'accès au port aux plus grands bateaux d'une longueur de 400 m, d'une largeur de plus de 60 m et d'un tirant d'eau de 15 m. Lors de ce congrès, Antonella Scardino, secrétaire générale de **North Adriatic Sea Port Authority à Venise** et Krzysztof Urbaś, président des **ports maritimes de Szczecin et Świnoujście**, ont signé une déclaration d'intention de **coopération** visant à revitaliser le potentiel du corridor de transport reliant la **Baltique à l'Adriatique Nord**. Grace à cette coopération, les semi-remorques automobiles en provenance de la Scandinavie transbordés à Świnoujście sur des plateformes ferroviaires seront transportés par rail vers le sud de l'Europe et dans l'autre sens.

### - *aérien*

Fin juin, Stanisław Wojtera, président des Aéroports polonais (*PPL*), a été élu au directoire du Conseil International des Aéroports d'Europe. Il indique que « *l'Europe centrale et orientale est une région qui se développe et connaîtra une croissance rapide, ce qui requiert une compréhension des autorités de l'UE* ». En tant que membre du directoire il veut « *s'opposer à la réglementation limitant l'aviation, agir en faveur des aéroports régionaux et d'une bonne image de l'aviation comme secteur* ».

Fin mai, Boeing a ouvert son nouveau site *Boeing Distribution Services (BDSI)* à l'aéroport de Rzeszów. Il permet de doubler la surface de stockage des pièces par rapport à l'ancienne localisation. Boeing Distribution Services est présent en Pologne depuis 2005 et dessert plus de 200 clients du secteur de l'aviation militaire et civile. C'est le deuxième plus grand centre de distribution de Boeing en Europe, après celui de Hensteadt-Ulzburg en Allemagne.

Ryanair va investir 130 M€ dans un nouveau centre de formation à proximité de l'aéroport de Cracovie. Il permettra à Ryanair de former jusqu'à 500 personnes (pilotes, membres d'équipage de cabine, ingénieurs et mécaniciens aéronautiques) par jour et de créer 150 nouveaux emplois. La construction devrait démarrer début 2024 ; le centre sera pleinement opérationnel en 2026.

En mai l'aéroport de Katowice a battu, avec 471 444 passagers, le record de mai 2019 qui s'élevait à 429 315 voyageurs. Selon les estimations, l'aéroport accueillerait 5 M de passagers en 2023, ce qui serait une année record dans son histoire.

## Hongrie

### Energie

Le plan national énergétique et climatique a été mis à jour. Il vise à diminuer les importations énergétiques hongroises et à renforcer les objectifs environnementaux. Le plan révisé prévoit une réduction d'au moins 50% des gaz à effet de serre en 2030 (par rapport à 1990), une augmentation des énergies renouvelables, dont la part dans la consommation finale d'énergie passerait de 21% à 29%, et 12 GW de capacité photovoltaïque installée.

#### - énergies fossiles

MOL a nommé Zsuzsanna Ortutay pour diriger sa filiale croate INA. Elle occupera cette fonction pour 3 ans, à compter du 1<sup>er</sup> juillet. Zsuzsanna Ortutay dirigeait auparavant MOL GBS, le centre financier et des ressources humaines du groupe MOL.

MOL a lancé une production à petite échelle dans son usine de polyol à Tiszaújváros. Si la phase de test est un succès, MOL sera en mesure de produire plus de 200 000t de polyol de polyéther par an et aura la maîtrise complète sur sa chaîne de valeur, de l'extraction du pétrole à la production de polyol de polyéther. Cet investissement fait partie de la stratégie de MOL d'expansion de ses capacités dans la pétrochimie. Une usine de propylène est également en cours de construction par le groupe.

MOL va s'associer aux Américains de Lummus Technology (LT) pour le recyclage de déchets plastique. La technologie de LT sera utilisée dans les raffineries de Százhalombatta et Bratislava.

#### - nucléaire

Selon le ministre Csaba Lantos, la Hongrie aura besoin d'au moins un petit réacteur nucléaire modulable pour répondre à ses besoins en génération d'électricité. Un réacteur de ce type pourrait voir le jour dans le pays à partir de 2029-2030. Il indique que seule la Chine dispose actuellement d'un petit réacteur modulable en fonctionnement, mais des projets sont lancés en Roumanie et au Royaume-Uni.

Selon Péter Szijjártó, la Russie devrait bientôt valider la modification du contrat Paks II, ce qui permettrait finalement de signer le contrat d'exécution. Il estime que les différentes mesures arrêtées récemment peuvent assurer une mise en service de la centrale à l'horizon 2030/2031.

#### - renouvelables

Selon le Ministère de l'énergie, la capacité installée des panneaux photovoltaïques a augmenté de plus d'1 GW depuis le début de l'année, soit presque autant que sur l'intégralité de 2022. La capacité installée totale est actuellement de plus de 5 GW et le gouvernement souhaite atteindre 6 GW dès l'an prochain. La cible pour la fin de la décennie pourrait ainsi être portée à 10, voire 12 GW.

L'entreprise Rolls-Royce Electric va investir environ 18,7 M€ dans la R&D en Hongrie. Les recherches de l'entreprise concerneront notamment la conception de composants pour des avions électriques et hybrides et des générateurs. Rolls-Royce est présente en Hongrie depuis 2019, suite à l'acquisition de la start-up eAircraft, et emploie 120 ingénieurs à Budapest.

PannErgy a repoussé les travaux de forage d'un troisième puit géothermique à Miskolc. Selon l'entreprise, les travaux prendront fin en septembre 2024, soit environ 1 an après la date initialement prévue. Ce retard serait dû à des difficultés rencontrées dans l'obtention de certains permis, et au fait que les subventions n'ont pas été accordées.

Le groupe public MVM prévoit de construire 8 centrales géothermiques selon le secrétaire d'Etat au développement régional M. Latorcai. Ces nouvelles centrales devraient être semblables à celle située dans le comté de Bjelovar-Bilogora, qui fut construite en 2 ans et dont la puissance s'élève à 16,5 MW.

Le groupe énergétique Alteo va construire une centrale photovoltaïque d'une valeur de 17 M€, ce qui doublera la production d'électricité d'origine solaire du groupe. Elle sera située à Tereske et devrait entrer en service au deuxième semestre 2024.

### - hydrogène

La première installation industrielle de fabrication d'hydrogène de Hongrie a été inaugurée à Kardoskút. Hungarian Gas Storage Kft a ainsi installé un système d'électrolyse de 2,5 MW sur un site de stockage de gaz. Le ministre de l'énergie Csaba Lantos a déclaré que la Hongrie disposerait sans doute de 10 GW de capacité solaire d'ici à 2030, alors que la consommation électrique moyenne s'établit aux alentours de 6,5 GW, ce qui signifie que le différentiel pourrait à terme être stocké grâce à l'hydrogène.

### - e-mobilité

L'entreprise chinoise Huayou Cobalt va construire une usine de cathodes de batteries à Acs, proche de Győr. D'une valeur de 520 Mds HUF (1,4 Md€), l'investissement bénéficie d'un fort soutien financier de la part des autorités. L'usine produira jusqu'à 100 000t/an de cathodes pour batteries de véhicules électriques. Cette première usine européenne du groupe chinois fournira notamment CATL, Eve Power, LG Energy Solution ainsi que des fabricants de véhicules électriques implantés en Hongrie.

L'association locale Kiáll(t)unk Ácsért a écrit au maire d'Acs pour critiquer l'installation de cette usine de cathodes par Huayou Cobalt et lui reprocher d'avoir précédemment nié l'existence de projets d'investissements. Kiáll(t)unk Ácsért souhaite également qu'un débat public ait lieu et que la population soit informée de l'activité précise de l'usine, du processus d'autorisation ainsi que des études d'impact. En réaction au projet, 5 des 8 membres du conseil municipal d'Acs ont démissionné, arguant ne pas avoir été suffisamment informés et donc dans l'incapacité de défendre les intérêts des habitants.

Le fabricant chinois de véhicules électriques BYD va construire une usine d'assemblage de batteries à Fót. Selon Péter Szijjártó le montant de l'investissement s'élève à 10 Mds HUF (27 M€) et bénéficiera d'1 Md HUF (2,7 M€) de subventions publiques.

CATL a sélectionné l'entreprise Market Építő pour la construction de son usine de batteries à Debrecen. Selon un communiqué de CATL, les travaux de construction ont déjà.

L'usine de batterie de SungEel Hitech, située à Bányatereny, a reçu une nouvelle amende d'environ 50 M HUF (0,13 M€) pour entreposage illégal de déchets. La compagnie sud-coréenne a déjà reçu plusieurs amendes pour des faits similaires. Selon le site d'informations Átlátszó, des inspecteurs du gouvernement sont tombés malades lors d'une visite de l'usine. SungEel Hitech traite notamment les déchets issus des usines de batteries de Samsung SDI et de SK Battery.

### - stockage

La Commission européenne a donné son feu vert au programme hongrois de soutien au stockage de l'électricité. D'un montant de 1,1 Md€, il vise à accélérer la transition énergétique et à réduire la dépendance envers les produits énergétiques russes. Le programme permettra l'installation de plus de 800 MW d'installations de stockage d'électricité.

## Transport et infrastructures

### - ferroviaire

Un appel d'offres public a été lancé pour la construction d'un pont à quatre voies traversant le Danube, au niveau de la ville de Mohács. Néanmoins, l'issue de cet appel d'offres reste incertaine du fait des difficultés de financement. En effet, le projet devait être en grande partie financé grâce aux fonds du Plan pour la reprise et la résilience, auquel Budapest n'a pas encore accès.

A compter du 17 juin, les liaisons ferroviaires desservant le lac Balaton seront renforcées. La fréquence des trains sera ainsi accrue, pour répondre à l'augmentation de la fréquentation des lignes ferroviaires durant la saison estivale. Ces horaires d'été dureront jusqu'au 27 août.

Un train a déraillé dimanche 9 juillet, à proximité de Ketpo, dans l'est de la Hongrie. 9 des 17 wagons ont déraillé, tandis que la locomotive est restée sur les rails. Plusieurs wagons contenaient du pesticide, et le contenu de l'un d'entre eux s'est partiellement renversé. Le coût de l'ensemble des réparations est estimé à plusieurs centaines de millions de forints.

### - routier

Pour faire face à la **pénurie de chauffeurs de bus**, les nouveaux candidats n'auront plus besoin de détenir un permis poids lourd, un permis classique sera désormais suffisant. De plus, les chauffeurs de poids lourds et de bus en exercice n'auront plus à mettre à jour leur certificat d'actualisation de connaissances. Ces mesures visent à réduire le fardeau administratif qui pèse sur ce secteur et faciliter l'arrivée de nouveau travailleurs.

### - urbain

Les berges du Danube entre le pont des Chaînes et le pont Erzsébet vont désormais être fermées à la circulation côté Pest, et ce durant tout l'été. Le maire de Budapest, Gergely Karácsony, estime que les habitants apprécient de pouvoir s'approprier cet espace durant les weekends et a annoncé la tenue de différents événements dans le cadre des festivités des 150 ans de la ville.

Suite à une consultation citoyenne lancée par la mairie de Budapest, il a été décidé que le pont des Chaînes ne rouvrira pas à la circulation pour les voitures. 136 000 personnes ont répondu au sondage sur internet et 80% des répondants se sont prononcés en faveur de cette interdiction.

La flotte de trams CAF de la ville de Budapest va être modernisée, suite à l'achat de 51 trams. Ces derniers seront déployés à partir du 1er septembre. Le maire de la ville, Gergely Karácsony, espère que l'amélioration de l'expérience des usagers incitera les gens à privilégier les transports en commun plutôt que d'utiliser leurs véhicules individuels.

La ville de Győr a reçu 13 bus électriques du constructeur automobile chinois BYD, dans le cadre du Green Bus Program. Grâce à ce programme, 10 villes - parmi les 47 qui y participent - ont déjà acheté 139 bus électriques. Les bus de BYD livrés à Győr ont été fabriqués dans l'usine du groupe à Komárom.

200 vélos ont été ajoutés à la flotte de vélos en partage de Budapest. On compte désormais 2460 « Buki », gérés par la compagnie pétrolière MOL.

### - fluvial

Un nouveau ferry reliera dorénavant la ville hongroise de Nezmely à Radvan nad Dunajom en Slovaquie. Le ferry peut transporter jusqu'à 80 personnes ou 40 personnes et 8 véhicules. 8 trajets quotidiens sont prévus en semaine et le double le weekend. La mise en place d'un investissement de 2,2 Mds HUF (6 M€) a été nécessaire, partiellement financé par l'UE.

### - aérien

Wizz Air va être la première compagnie aérienne européenne à recevoir un A321neo issu de l'usine chinoise de Tianjin. Traditionnellement, les avions construits dans cette usine alimentent les flottes des compagnies aériennes chinoises. Il s'agira du 92<sup>ème</sup> Airbus A321neo de la compagnie, ce qui représente actuellement plus de 50% de sa flotte totale.

A partir du 30 octobre, Wizz Air assurera une liaison aérienne directe entre Budapest et Le Caire. La ligne opérera à raison de 3 vols par semaine. Wizz Air assure déjà des vols vers 2 destinations égyptiennes, Hurghada et Sharm El Sheikh.

## Environnement

La filiale hongroise d'Audi et *New Energy* vont coopérer pour recycler les déchets issus de pneus produits par l'usine du constructeur allemand à Győr. Les déchets seront traités chimiquement grâce à un processus de pyrolyse et transformés en pétrole. Ce pétrole sera ensuite utilisé pour confectionner des produits en plastique et certains déchets secondaires serviront à la fabrication de nouveaux pneus.

## République Tchèque

### Energie

Le gouvernement a décidé la création d'un **Comité pour les investissements stratégiques**, afin de préparer et coordonner les investissements clés permettant d'accroître la compétitivité du pays. Les secteurs prioritaires concernent les transports, le logement, l'énergie (par exemple pour des projets de nouvelles usines dans les technologies d'avenir), l'éducation et les sciences. Ce nouveau comité, placé sous la présidence du Premier ministre et composé des ministres concernés, ainsi que des représentants de la Chambre de Commerce, de la Confédération de l'Industrie et des collectivités territoriales, **remplacera plusieurs commissions existantes** (Commission pour le charbon, Conseil pour la santé et l'environnement, Conseil pour les investissements publics).

L'assemblée générale du groupe CEZ, l'énergéticien national, a approuvé un dividende record de 6€ par action. La quasi-totalité des bénéfices après impôts de 2022, soit 78 Mds CZK (3,3 Mds€), seront ainsi redistribués aux actionnaires. L'Etat, qui détient près de 70 % du capital social de l'entreprise, recevra 2,26 Mds€.

### - électricité

Le gouvernement a approuvé un amendement à la loi sur l'énergie permettant la création de « **communautés énergétiques** ». Cette nouvelle législation permettra à des personnes physiques ou morales de partager l'énergie qu'elles produisent (notamment à partir de panneaux photovoltaïques) à d'autres points de transferts, tels qu'une famille, un immeuble, une entreprise ayant plusieurs installations ou plusieurs bureaux d'une municipalité, jusqu'à 1 000 membres et dans une certaine limite territoriale. Un **centre de données sur l'électricité**, qui doit être financé en partie par une nouvelle redevance payée par les clients, sera également mis en

place pour faciliter le suivi quantitatif de la production et la consommation de l'électricité partagée. Plus d'informations sur [le site du Ministère de l'Industrie et du Commerce](#).

### - renouvelables

Au cours du premier semestre 2023, CEZ Distribuce, plus grand distributeur d'électricité du pays, a raccordé plus de 27 600 nouveaux panneaux photovoltaïques, soit un nombre supérieur de près d'un quart au total de panneaux raccordés par l'entreprise en 2022. Ces nouvelles sources solaires représentent une capacité installée supplémentaire de près de 300 MW. CEZ Distribuce renforcera ses investissements pour permettre les ajustements nécessaires du système de distribution, consacrant cette année près de 2,7 Mds€ afin de procéder au raccordement de ces nouvelles sources renouvelables.

## Environnement

Le gouvernement a approuvé une révision constitutionnelle (art 7) afin d'accorder une protection spécifique à l'eau et aux sources d'eau. Selon le ministre de l'Environnement, Petr Hladik, cette modification érige la protection de l'eau au rang d'intérêt public supérieur, clarifiant les conflits qui pouvaient avoir lieu à l'occasion de décisions administratives sur des projets de construction qui pouvaient entrer en contradiction avec la protection de l'eau. Elle incitera davantage le législateur à tenir compte de cet enjeu dans l'élaboration des lois.

### Economie circulaire

Après la mise en place en 2021 d'une stratégie dédiée à l'économie circulaire (« Tchèque circulaire 2040 »), **le gouvernement tchèque a récemment approuvé un plan d'actions dans ce domaine jusqu'en 2027**, qui formule des mesures consacrées à la réduction des déchets, la promotion de modes de production et de consommation responsables et durables, ainsi que le développement de produits respectueux de l'environnement à travers l'innovation. Ce plan d'action mentionne, en particulier, la création d'un **système de consigne pour les emballages de boisson**, dont la législation est déjà en cours de préparation par le ministère de l'Environnement (voir veille du mois de mai).

## Transport et infrastructures

Dans le cadre de la **présidence tchèque du Groupe de Visegrad « V4 »**, du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 30 juin 2024, la République tchèque se focalisera, dans le domaine des transports, sur les **LGV dans la région de l'Europe centrale** (coordination de la préparation, de la construction et des ressources financières), la coopération dans les domaines des **activités spatiales** et des systèmes de transport intelligents, et la **mobilité propre** en lien avec la proposition de norme EURO 7.

Le ministre des Transports, M. Kupka, a annoncé à l'occasion de la présentation de la « **stratégie sectorielle de transport 2033** » que dans 10 ans, la République tchèque aura achevé son réseau autoroutier (achèvement de la D35 en tant qu'alternative à la D1 Prague-Brno surchargée, connexion autoroutière avec la Pologne et l'Autriche, achèvement du périphérique de Prague) et construira les premiers tronçons de lignes à grande vitesse. Les constructions prévues au cours des 10 prochaines années devraient coûter 118 Mds €, soit 7,6 Mds€/an. Outre les financements publics, le ministre compte sur les prêts de la BEI, les revenus de vente de quotas d'émissions ainsi que sur une implication plus importante du secteur privé à travers des projets PPP.

Cette stratégie prévoit une dizaine des projets d'un coût total de 400 Mds CZK (16,7 Mds€) qui pourraient être réalisés sous forme de PPP. Outre les projets déjà annoncés précédemment – comme le tronçon d'autoroute D35 entre Mohelnice et Opatovec, le tronçon ferroviaire Nemanice – Ševětín, et la nouvelle liaison ferroviaire entre le centre de Prague et l'aéroport de Prague – des PPP pourraient être décidés également pour l'achèvement de la partie nord du

périphérique de Prague, des tronçons de l'autoroute D3 (Prague-Ceske Budejovice) en Bohême centrale et deux projets pilotes sur des lignes à grande vitesse entre Prosenice (région d'Olomouc) et Ostrava (Moravie du Nord), en Moravie du Sud, de Modřice à Šakvice (LGV entre Brno et Vienne).

Le conseil des ministres du 12 juillet a décidé de souscrire **un prêt de la BEI pour soutenir le développement et la modernisation des infrastructures de transport**. Le prêt sera contracté par le ministère des Finances en faveur du Fonds d'État pour les infrastructures de transport. Il pourra s'élever jusqu'à 24 Mds CZK (environ 1 Md€) et sera utilisé pour cofinancer les dépenses liées à la modernisation des lignes ferroviaires, en priorisant les lignes figurant sur le réseau transeuropéen RTE-T, et l'amélioration de la sécurité sur les lignes. Le ministère des Transports a préparé une liste de 36 projets qui seront financés par ce prêt.

Le gouvernement tchèque a proposé à la liste des projets prioritaires du fonds d'investissement de l'Initiative des trois mers (Three Seas Initiative) le projet de LGV reliant Katowice (Pologne) à Bohumin (Tchéquie/Moravie).

### - ferroviaire

**Résultats 2022 de Škoda group** : l'un des principaux constructeurs européens de matériel ferroviaire, Škoda group (groupe PPF) a réalisé en 2022 un CA de 18,75 Mds CZK, soit 763 M€ (+26%) et un résultat d'exploitation (EBITDA) de 1,23 Mds CZK, soit 50 M€ (+22%). En 2022, le groupe Škoda a également créé plus de 900 nouveaux emplois à forte valeur ajoutée et a lancé, sous la direction de son CEO Didier Pflieger, un important programme de transformation pour faire de l'entreprise un acteur plus internationalisé et plus compétitif.

**Expansion du groupe Škoda en Afrique** : Le groupe Škoda a signé deux contrats d'une valeur de 1 Md€ avec les chemins de fer égyptiens (ENR) pour la rénovation et la maintenance d'au moins 280 locomotives diesel-électriques. Ces contrats marquent la première entrée du groupe sur un marché africain. Le premier contrat concerne la modernisation des locomotives sur une période de neuf ans, le second porte sur l'entretien complet pouvant aller jusqu'à 15 ans.

**Ouverture du marché ferroviaire à la concurrence** : le ministère des Transports et la société ferroviaire de Bavière, la Bayerische Eisenbahngesellschaft (BEG) ont lancé un appel d'offres international pour l'exploitation de la ligne Ex36 Prague – Munich. Le ministère des transports tchèque a également lancé un appel d'offres pour sélectionner l'opérateur qui assurera l'exploitation de la ligne longue distance Prague-Plzeň. Les deux contrats seront conclus pour 15 ans à compter de décembre 2027.

**Projet LGV tchèque** : le groupe EGIS Rail vient de remporter 2 nouveaux contrats, le 1<sup>er</sup> portant sur le tronçon « sortie de Prague » (Vršovice-Běchovice sur la future LGV Prague-Brno) en groupement avec Sudop et Mott McDonald et le 2<sup>nd</sup>, en groupement avec Valbek et Sudop, pour le tronçon « Tunnel du mont central » de Ústí n. Labem jusqu'à l'entrée du tunnel transfrontalier sous les Monts Métallifères sur la future LGV Prague-Dresde. Le groupe a également répondu, en groupement avec le bureau d'études tchèque Sagasta, à l'appel d'offres en cours pour l'étude préliminaire concernant le tronçon Brodek – Prosenice sur la future LGV Brno-Ostrava.

### - mobilité hydrogène

Alstom, Toyota, ainsi que les producteurs et distributeurs d'hydrogène ORLEN, Unipetrol et Air Products ont fondé **l'Initiative de la mobilité hydrogène** et ont invité le gouvernement tchèque dans une lettre ouverte à soutenir activement le développement des infrastructures H2 dans le pays d'ici 2025, par la construction de stations-service (le pays en compte actuellement trois) et l'inclusion de l'hydrogène dans le mix énergétique du pays. Elles ont aussi conclu un

mémorandum sur la coopération mutuelle en matière de soutien à la mobilité hydrogène en République tchèque et ont offert au gouvernement leur expertise dans ce domaine.

Le premier bus à hydrogène H'CITY 12 de Škoda Group est testé à partir du 1<sup>er</sup> juillet à Prague pour une durée de 2 ans. Le bus peut accueillir un total de 85 passagers, son toit est équipé de réservoirs contenant 39 kg de H<sub>2</sub>, ce qui lui offre jusqu'à 350 km d'autonomie. Le véhicule, qui pèse près de 12t, offre une puissance maximale de 160 kW. Le déploiement du bus a été conditionné à la mise en place de l'infrastructure de recharge. La première station de distribution publique a été ouverte à Prague par le groupe Orlen en mars 2023.

## Fonds européens

Le gouvernement tchèque a adressé à la Commission européenne une **mise à jour de son plan de relance** (PNRR), comprenant : (1) une demande de prêt FRR d'un montant de 137 Mds CZK, soit 5,8 Mds€ ; (2) une augmentation de l'allocation nationale de subventions de 15,3 Mds CZK (640 M€) ; (3) l'inclusion de 16,8 Mds CZK (710 M€) de subventions du paquet REPowerEU. La proposition de mise à jour sera évaluée par la Commission dans les prochains mois avant de rendre sa décision, et la soumettre au Conseil pour approbation.

## Slovaquie

### Energie

#### - électricité

Sur les 4 premiers mois de l'année, la Slovaquie a été autosuffisante en électricité. La production a atteint 9,88 TWh (+0,8 %) tandis que la consommation s'est établie à 9,25 TWh (-11 %). Cette baisse résulte notamment de l'arrêt de production de Slovalco (production d'aluminium) qui, avec 11 % de la consommation totale du pays, est le 1<sup>er</sup> consommateur d'électricité.

#### - nucléaire

Le 21 juin, l'entreprise nucléaire slovaque VUJE (CA de 114 M EUR en 2022) s'est associée à Assystem et IDOM (Espagne) pour créer NUCEAL (NUCclear Engineering Alliance) – une alliance en ingénierie nucléaire qui a pour objectif d'accompagner EDF dans ses projets nucléaires dans toute l'Europe. Le lancement de ce consortium s'est tenu à Lyon en présence de la ministre de la Transition énergétique, Mme Pannier-Runacher. Assystem détient 60 % de cette co-entreprise tandis que les deux autres sociétés possèdent chacune une part de 20 %. VUJE a exprimé sa fierté de faire partie de cette initiative européenne pour les technologies nucléaires dont les SMR. Selon VUJE, la co-entreprise vise de devenir un acteur majeur des services d'ingénierie et de sûreté nucléaire notamment pour les nouvelles centrales.

Selon l'Institut pour les stratégies et les analyses rattaché à l'Office du gouvernement, la part du nucléaire dans la production d'électricité a dépassé le seuil de 60 % en 2022. Pour mémoire, en 2021, les centrales nucléaires ont produit 15,7 TWh d'électricité, soit 53 % du total. En 2022, la production a augmenté de 1,2 % à 15,9 TWh. La part du nucléaire a augmenté du fait de la baisse de la production totale d'électricité de 28 à 25 TWh. Cette baisse résulte de la chute de production des centrales à gaz de 50 % (de 5 TWh à 2,5 TWh) du fait des prix élevés du gaz.

#### - gaz

Fin juin, l'entreprise publique de gaz SPP a créé avec la société autrichienne Brantner une filiale commune chargée de la construction de centres technologiques en Slovaquie afin de soutenir l'économie circulaire, la valorisation des déchets municipaux et la production de biométhane, de compost et de combustibles alternatifs solides. Les deux partenaires détiennent 50 % au sein

de leur filiale. Chaque site pourra traiter 100 000t de déchets municipaux et 60 000t de déchets biodégradables par an en produisant 40 000 GWhs de biométhane.

### - renouvelables

Début juillet, l'Autorité de régulation a publié les premières statistiques sur la production d'électricité des énergies renouvelables. En 2022, l'électricité produite par des énergies renouvelables a atteint 6,2 TWh, en baisse de 4 % en glissement annuel. Etant donné que la production totale d'électricité a baissé de 11 %, la part des énergies renouvelables dans la production totale d'électricité a donc augmenté de 1,6 point pour s'élever à 22,9 %.

## Transports et infrastructures

### - routier

Le 22 juin, la Commission a publié la [liste des projets](#) d'infrastructures de transport soutenus par le mécanisme d'interconnexion en Europe. Parmi les 107 projets européens, 6 projets concernent la Slovaquie pour un montant de 27 M€. Il s'agit par exemple du cofinancement de 12 M€ de la modernisation et de l'électrification des rails entre la capitale et la frontière avec l'Autriche (Marchegg), de la première étape de modernisation du terminal de transport combiné à l'est du pays (Dobra), ou encore de la contribution aux matériels roulants de la société publique de transport de marchandises ZSSK Cargo.

Le consortium mené par la société Eurovia (groupe Vinci) a signé, le 29 juin, le contrat avec la Société nationale des autoroutes (NDS) concernant la deuxième étape du contournement nord de Presov (troisième ville du pays située à l'est). Eurovia a remporté le contrat avec son offre de 338 M€ pour cette autoroute de 10,2 km, soit plus que la valeur estimée par NDS (75 M€). Les travaux de construction devraient démarrer au printemps 2024 et être finalisés fin 2027.

En juin, le ministère des Transports et la Société nationale des autoroutes (NDS) ont publié le nouveau calendrier des projets autoroutiers slovaques. Le document met la priorité sur l'achèvement des travaux de construction de l'autoroute D1 qui devrait relier la capitale avec Kosice, la deuxième ville du pays située à l'est. Parmi les priorités on retrouve également deux autoroutes qui relient la Slovaquie et la Pologne : l'autoroute D3 au nord-ouest de la Slovaquie et la voie rapide R4 au nord-est du pays qui fait partie de la Via Carpathia. Les autorités slovaques rappellent que ces tronçons font partie des réseaux transeuropéens avec une possibilité de financement européen (période 2021-2027). Le ministère ne publie pas les dates exactes d'achèvement des travaux, mais prévoit que les projets D3 et R4 seront finalisés avant l'autoroute D1 qui devrait être prolongée dans un second temps de Kosice jusqu'à la frontière avec l'Ukraine. D'ores et déjà, il est clair que Bratislava et Kosice seront reliées après 2030 car le financement sur l'un des tronçons restants à construire est prévu en 2032. Cette annonce confirme également le renchérissement des travaux de construction (+700 M€). Le renchérissement le plus significatif concerne le tronçon de contournement de Ruzomberok (nord du pays) sur D1 dont les coûts passent de 227 M€ à 633 M€.

Fin juin, la Société nationale des autoroutes a informé qu'elle avait demandé à la société SkyToll (groupe tchèque PPF) de continuer le service de péage électronique dédié aux véhicules utilitaires jusqu'à la fin de l'année prochaine. Pour mémoire, SkyToll opère le système depuis 2010. Son contrat est arrivé à l'échéance fin 2022 mais les appels d'offres n'ont pas été conclusifs du fait de plusieurs recours.

### - ferroviaire

En 2023, la société publique ferroviaire chargée du transport de passagers, Železnica spločnosti Slovensko (ZSSK), devrait percevoir 433 M€ pour le transport ferroviaire au titre du service de l'intérêt public.

### - aérien

L'aéroport de Bratislava a ouvert mi-juin une nouvelle ligne vers Podgorica (Monténégro). Cette ligne sera opérée jusqu'à mi-septembre par Air Montenegro, deux fois par semaine (mardi et samedi).

L'aéroport de Kosice prévoit cet été 600 vols charters, en hausse de 19 % par rapport à l'année dernière, mais 4% en deçà de 2019. Kosice offre des vols charters vers 10 destinations situées dans huit pays (Turquie, Bulgarie, Grèce, Croatie, Egypte, Tunisie, Chypre et Italie).

### - Urbain

Le 21 juin, les députés ont approuvé la loi qui permet l'utilisation d'un seul titre de transport pour le transport public des passagers via les transports ferroviaire, interurbain en bus ou municipal. Un tel titre intégré devrait être mis en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 grâce à l'unification du système tarifaire. La loi est aussi à l'origine de l'établissement d'une nouvelle institution indépendante de coordination – l'Autorité nationale de transport.

## Lituanie

### Energie

De nouvelles mesures de soutien aux entreprises et aux agriculteurs ont été lancées par le ministère de l'Energie afin de les aider à atteindre l'autosuffisance énergétique. Un budget de 18 M€ sera alloué au financement de projets éoliens et destiné à être accordé aux entreprises qui souhaitent produire de l'énergie à des fins d'utilisation propre. Cette aide permettra de financer 30% à 45% - pour les entreprises et pour les collectivités respectivement – du prix unitaire fixe au kilowattheure pour une installation avec une capacité maximale de 3MWh.

### - renouvelables

Durant le mois de juin, deux entreprises lituaniennes ont remporté un appel d'offres et seront en charge de mener les études géologiques du fond marin de la Baltique, nécessaires à la construction des parcs éoliens offshore. Cet appel d'offres a atteint 1,2 M€ et est financé en grande partie par les fonds européens.

L'Agence lituanienne de l'énergie (LEA) a lancé un projet de soutien à l'énergie solaire. Les communautés d'énergie renouvelable, d'énergie citoyenne, les entreprises et les agriculteurs sont conviés à soumettre leur candidature d'ici au 22 août 2023 pour des financements d'installation de centrales solaires d'une capacité maximale de 500 kW. Les offres s'appuyant sur des fonds propres ou qui disposent déjà des conditions de raccordement de la centrale au réseau de distribution d'électricité seront privilégiés. Parallèlement, d'autres projets de parcs solaires à plus grande échelle ont été lancés. Dans le district de Šiauliai, une ancienne décharge de cuir industriel a été fermée et un projet de centrale de solaire de 3,9 MW a été initié par la société de gestion des déchets dangereux Toksika. Les travaux devraient s'achever fin 2023.

### - nucléaire

Certains experts lituaniens en énergie estiment que des SMR pourraient être construits dans un avenir proche. A l'occasion d'une conférence sur les réacteurs modulaires de petite taille

organisée en juin et dont la presse fait écho, le directeur de l'institut lituanien de l'énergie est revenu sur les avantages de ce type de réacteur et de la Lituanie pour le développement de l'énergie nucléaire. Le pays dispose en effet d'une expérience historique dans le domaine et les infrastructures déjà présentes sur son territoire représentant une véritable valeur ajoutée.

## Transport et infrastructures

### - maritime

Le port de Klaipėda a chuté de 9 places (195) en termes d'efficacité dans le classement *Container Port Performance Index* (CPPI) de la Banque mondiale et S&P Global Market Intelligence. Il continue de se faire devancer par le port estonien de Muga (183) mais reste toujours largement devant celui de Riga (231) qui gagne pourtant en attractivité. Malgré une baisse de près de 11% du flux de marchandises traitées par le port au cours de ces cinq derniers mois – en glissement annuel – Klaipėda reste le premier port des États baltes en termes de débit de marchandises.

### - routier

La Lituanie enregistre un développement des véhicules électriques dans plusieurs secteurs. La société danoise de logistique et de fret DSFDS a été la première à mettre en service trois camions poids lourds électriques en circulation dans la ville de Klaipėda. Ces Volvo FH Electric permettraient d'économiser jusqu'à 40 tonnes de CO<sub>2</sub> par an, chacun.

L'entreprise des aéroports de Lituanie (LTOU) a décidé de se réapproprier la gestion de l'assistance en escale – initialement confiée à des entreprises privées – afin d'investir plus rapidement dans la transition énergétique des aéroports lituaniens. En 2030, l'objectif est de parvenir à la neutralité en CO<sub>2</sub>. Pour cette raison, ils ont lancé un programme visant à remplacer la flotte de 12 bus par des bus hybrides ou totalement électriques d'ici à 2025-2026.

Après être apparues à Vilnius puis à Kaunas, les voitures d'autopartage Bolt Drive sont également implantées à Klaipėda et à Palanga.

Vilnius est également devenue la première capitale européenne disposant d'une flotte de voitures autonomes. Ces voitures, créées par la start-up de livraison LastMile, permettent de collecter les courses des clients dans les supermarchés – Iki – et de les déposer à leur domicile, sans surcoût de livraison et grâce à des véhicules électriques sans conducteurs.

Suite à la rénovation de la Via Baltica, autoroute lituanienne la plus fréquentée, un appel d'offres sera lancé dans les mois à venir pour la rénovation des 12 derniers kilomètres. La totalité des 40 km de rénovation devraient être achevés en 2025.

Enfin, les amendements au code des transports publics sont entrés en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet. Les transporteurs ont 18 mois pour se conformer aux nouvelles réglementations – comprenant la fixation d'un seuil d'âge limite de 14 ans pour les bus, puis 10 ans à partir de 2026.

### - ferroviaire

Dans le cadre du projet Rail Baltica, la Commission européenne a alloué un financement de 928 M€, dont plus de 40% a été attribué à la Lituanie (390 M€). Avec le cofinancement national des trois États baltes, le montant disponible dépassera 1,1 Md€. Ces financements ont plusieurs objectifs : la construction d'infrastructures, l'évaluation, la conformité mais aussi l'acquisition de terrains sur deux sections du projet. Récemment, un plan de développement spécial pour les dépôts de maintenance de l'infrastructure à Kaunas et Panevėžys a été approuvé par le gouvernement. Il permettra d'achever plusieurs grandes étapes sur la section Kaunas- Panevėžys d'ici à 2024, selon le ministère des Transports.

Dans le cadre du développement du transport ferroviaire en Lituanie, LTG Link, branche de la société des chemins de fer lituanien (LTG), a lancé un appel d'offres pour acquérir de nouveaux

trains électriques. L'entreprise Stadler Polska a remporté le marché d'un montant de 226,5 M€. Les conditions de l'appel d'offres comprenaient la production de 15 trains d'ici 2037, la maintenance et la fourniture de pièces de recharge. LTG Link continuera de soumettre de nouveaux appels d'offres tout au long de l'été et les contrats avec les candidats retenus devraient être signés à l'automne. LTG Cargo, branche de fret de l'entreprise, souhaite également acquérir des locomotives électriques pour le transport de marchandises. L'appel d'offres devrait être très prochainement lancé.

### - aérien

LTOU a signé un contrat avec Kelprojekta, entreprise de conception d'infrastructures de transport, pour la préparation de projets d'investissement dans les aéroports du pays – en particulier à Kaunas. Ces aménagements devraient atteindre un montant de 87 000 € et faciliter la mobilité militaire dans les aéroports lituaniens grâce à des infrastructures adéquates : expansion des points de contrôle, développement des voies de circulation et des parkings, etc.

## Construction

Le secteur de la construction se redresse. En juin, plusieurs nouvelles constructions ont été mises en œuvre notamment à Kaunas – des entrepôts commerciaux, un complexe de bureaux - à Panevėžys – un centre d'entretien et de vente de véhicules – mais également dans la capitale où des projets de logements locatifs et de locaux commerciaux ainsi qu'un centre d'affaires – le Business Stadium Central – ont été lancés. De plus, des constructions ont également ouvert leurs portes à Vilnius : un centre commercial, un lot d'appartements ainsi qu'un campus technologique : le « Cyber City ». Le centre d'innovation numérique - Lighthouse hub - a également été achevé à Klaipėda.

## Environnement

Une nouvelle loi interdisant la distribution gratuite des sacs en plastique est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet. Cette taxation symbolique, à hauteur de 0,01 €, permettra de sensibiliser contre l'utilisation du plastique jetable en Lituanie, 1<sup>er</sup> consommateur européen en 2020. Cette incitation semble cependant dérisoire pour certains acteurs économiques qui préconisent un rehaussement de la taxation voire même une interdiction totale de distribution de sacs plastiques. Des alternatives sont désormais disponibles dans certains magasins, notamment des sacs conçus par l'entreprise lituanienne [Bagfactory](#).

## Lettonie

### Energie

La compagnie d'énergie « Latvenergo » vient de lancer un appel d'offres public pour l'achat de centrales éoliennes, solaires et hybrides afin de développer sa capacité de production d'énergie à partir de sources renouvelables. Les projets seront sélectionnés et évalués par le cabinet PwC en tant que consultant indépendant afin d'assurer la protection des données confidentielles et une gestion efficace du processus. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 31 juillet 2023. Pour être considéré comme éligible, la capacité de production minimale doit être de 10 MW pour les projets éoliens et hybrides et de 1 MW pour une centrale solaire.

Selon les données de « Sadales Tīkls », l'opérateur public de distribution d'électricité, à ce jour le nombre de connexions de micro-génération au réseau a atteint 15 000, avec une capacité de production de plus de 120 MW, ce qui permet par une journée ensoleillée de générer 15% de la consommation moyenne de la Lettonie. Ces micro-génération d'électricité se font principalement grâce aux panneaux solaires.

## Transports

En 2022, l'aéroport international de Riga a réalisé plusieurs projets d'investissement pour un montant de 14,7 M€. 3,4 M€ ont été investis dans l'infrastructure des services aux passagers et aux avions, 2 M€ dans le développement de l'infrastructure d'approvisionnement en électricité et 1,2 M€ dans la gestion des situations d'urgence, la sécurité et l'infrastructure informatique. Plus de 2,5M€ ont été consacrés au remplacement des engins de transport, ainsi qu'à la reconstruction et à la rénovation des infrastructures aéroportuaires.

La compagnie aérienne AirBaltic poursuit les négociations avec Airbus pour l'achat de 30 appareils A220-300 supplémentaires. AirBaltic se prépare à une introduction en bourse (IPO) fin 2024 et son plan de développement provisoire prévoit un élargissement de la flotte jusqu'à 100 avions d'ici 2030. Pour mémoire, la commande initiale concerne 50 avions produits au Canada et la compagnie dispose à ce jour de 42 appareils A220-300.

## Calendrier

- Conférence de haut-niveau sur la sécurité énergétique, **14 septembre** à Varsovie
- Sommet de la Baltique dédié à l'offshore, **15 septembre** en Lituanie
- Salon international dédié au matériel roulant [TRAKO](#) du **19 au 21 septembre** à Gdansk
- [New Mobility Congress](#), du **26 au 28 septembre** à Łódź
- Congrès [DISE – Energy Transition to phase out the crisis](#), les **27-28 septembre** à Wrocław
- Congrès Mondial de la Route, **2 au 6 octobre** à Prague
- Conférence Eco-Miasto, sur la ville durable le **10 octobre** à Varsovie
- Salon [POLECO](#) dédié à la protection de l'environnement, du **17 au 19 octobre** à Poznan

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie  
Rédacteurs : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga, SE de Vilnius, SE de Tallinn

Pour s'abonner : [noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr](mailto:noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr)